

Le centralisme En marche

Par [Laurent Joffrin](#) — 25 juillet 2017 à 20:26



Paris, le 12 juillet 2016 à la Salle de la Mutualité. Photo Marc Chaumeil pour Libération

- Le centralisme En marche

Édito

Le «nouveau monde» dans lequel nous entrons rappelle parfois de très anciens souvenirs. Les adhérents d'En marche sont invités ces jours-ci à ratifier par référendum les futurs statuts de leur mouvement. Une poignée de macronistes mécontents du texte ont porté l'affaire devant les tribunaux. On les présente comme une escouade d'aigris, frustrés d'une candidature à la députation. Pourtant, la lecture du projet éclaire leur démarche d'une lumière différente. Le texte peut même faire ressortir d'une forme de comique involontaire. Bien sûr les règles proposées, enrobées dans un épais sirop de démocratie participative 2.0, comportent des innovations judicieuses - limitation des mandats dans le temps, stricte parité, consultation fréquente des adhérents grâce aux bienfaites

technologies numériques. Les promoteurs du texte soulignent surtout l'audacieuse disposition qui prévoit de tirer au sort 25 % des membres du «Parlement» du parti. Un esprit candide, toutefois, se demande comment sont choisis les 75 % restants. Réponse : ce sont les élus d'En marche, les délégués nationaux et les membres de droit. Lesquels sont tous issus d'un processus de désignation étroitement contrôlé par la direction. Autrement dit, dans ce parti radicalement neuf, c'est la direction qui désignera les trois quarts des membres de l'instance principale. Discussion en bas, décision en haut : dans l'ancien monde, ce système portait un nom, le centralisme démocratique, jadis inventé par le bon Lénine. La comparaison s'arrête là, bien sûr. En marche n'établira pas en France un régime de parti unique. Mais tout de même : le parti qui domine désormais la démocratie française sera tout sauf démocratique.

[Laurent Joffrin](#)